

Crash d'un avion d'Ethiopian Airlines

Le chef de l'Etat exprime sa compassion envers les familles des victimes



VOLONTARIAT



Volontariat d'engagement citoyen

La 5ème vague a prêté serment

444 nouveaux Volontaires d'engagement citoyen (VEC) dont 30 séniors de la 5ème vague ont prêté serment vendredi 08 mars 2019 à Lomé. Cette cérémonie de prestation de serment a été présidée par le ministre du Développement à la base, de l'Artisanat et de ...

PAGE 2

PROPRETE



Promotion de la salubrité publique

Quel quartier remportera le premier trophée dédié à la propreté ?

Le Conseil libre pour l'éducation l'alphabétisation et le développement (Clead) en collaboration avec ses partenaires nationaux et ...

PAGE 11

Bernard Dadié

«Le patriarche» de la littérature ivoirienne est décédé

L'Ivoirien Bernard Dadié, auteur du célèbre ouvrage « Le Pagne noir », a tiré sa révérence, le 9 mars dernier, en Côte ...

PAGE 9



PND / Mobilisation des investissements Faure Gnassingbé en prospection aux Emirats Arabes Unis

Le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé est depuis hier dimanche aux Emirats Arabes Unis. Selon un communiqué de la présidence de la République togolaise, ce voyage du chef de l'Etat, au lendemain du lancement du Plan National de Développement (PND), a pour objectif de mobiliser les investisseurs autour du projet de développement de notre Pays.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

« la femme peut réussir dans tous les domaines »

A l'occasion de la Journée internationale de la femme (JIF), la présidente de l'Assemblée nationale togolaise, Yawa Djigbodi Tsègan qui incarne aujourd'hui le succès de l'engagement politique de la femme dans notre pays, a été sollicitée par bon nombre de médias. Elle s'est donc prononcée largement sur la problématique du genre qui a toujours cours de nos jours dans le monde entier et surtout dans les pays en développement comme le Togo. Dans un entretien avec la consœur Nadège Gnagna de la Télévision Togolaise (TVT), la présidente de l'Assemblée nationale togolaise est claire sur un fait : la femme en général...

PAGE 3

Journée du 8 mars

Le FNFI célèbre l'inclusion financière des femmes togolaises





SOMMAIRE

Nigéria / Elections régionales
Les enjeux du choix des gouverneurs

P 4

Salon méditerranéen du bâtiment en ...
Le Plan national de développement expliqué aux participants

P 5

Sport féminin
Un nouvel élan pour le sport paralympique au Togo

P 10

Mise en œuvre du PND
Le système des Nations unies se positionne essentiellement sur l'axe 3

P 11

Cipres Gilbert Bawara élu président en exercice du Conseil des ministres

Le ministre de la Fonction publique, du Travail, de la Réforme administrative et de la Protection sociale Gilbert Bawara est le nouveau président en exercice du Conseil des ministres de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale pour l'année 2019 (Cipres). La 27ème session des ministres de tutelle de la Cipres s'est tenue vendredi 8 mars à Lomé.

À la suite de cette 27ème session ordinaire du Conseil des ministres de tutelle de la zone Cipres, le choix a été porté à l'unanimité sur M. Gilbert Bawara pour diriger l'organisation pendant un an. Le ministre togolais de la Fonction publique, du Travail, de la Réforme administrative et de la Protection sociale

compte poursuivre les actions de l'organisation pour permettre aux populations des pays membres de la Cipres d'avoir une meilleure protection sociale. Pour Gilbert Bawara, « continuer à progresser en matière de prestations sociales et de couverture est notre plus grand défi ». Pour accomplir sa

mission durant son mandat, le ministre togolais en charge de la Protection sociale aura le soutien de ses pairs de la Conférence interafricaine de la prévoyance sociale.

Selon le communiqué final de cette 27ème session ordinaire, le Conseil des ministres a adopté le plan



Gilbert Bawara

stratégique 2019-2023 et le budget de ce plan. Le Conseil des ministres a également examiné et adopté le projet de plan d'actions et le budget exercice 2019. Ce budget s'élève à plus de 2

milliards de FCFA. La prochaine session ordinaire du Conseil des ministres de tutelle de la zone Cipres est prévue du 12 au 14 juin 2019 à Genève en Suisse.

Félix Tagba

Volontariat d'engagement citoyen La 5ème vague a prêté serment

444 nouveaux Volontaires d'engagement citoyen (VEC) dont 30 séniors de la 5ème vague ont prêté serment vendredi 08 mars 2019 à Lomé. Cette cérémonie de prestation de serment a été présidée par le ministre du Développement à la base, de l'Artisanat et de la Jeunesse, Victoire Tomégah Dogbé.

Ont également pris part à cette cérémonie, le représentant-résident et coordonnateur en chef du système des Nations unies au Togo, M. Damien Mama, la cheffe de délégation de l'Union européenne au Togo, Mme Christina Martins Bareira, le directeur de l'Agence nationale de Volontariat (ANVT), M. Omar Agbangba, ainsi que des autorités locales et traditionnelles de Lomé.

Une fois déployés chacun dans leurs communautés de base, ces 444 VEC auront pour tâche d'œuvrer pour la salubrité

de leurs différents milieux. Ils feront différentes tâches dont le curage de caniveaux, le désherbage, la restauration de l'environnement, la création des espaces verts... Ils auront également pour mission de sensibiliser les ménages à la sauvegarde des acquis de leurs actions en faveur du bien-être intégral et durable des communautés. Les volontaires suivront des formations tout au long de leur mission sur les modules spécifiques notamment, les activités génératrices de revenus, l'entreprenariat et plein

d'autres encore. Ils auront la possibilité de se constituer en association de crédit et d'épargne, communément appelée « GEC » afin de s'octroyer des facilités de crédits pour démarrer des activités génératrices de revenus.

L'autre moment fort de la cérémonie était la remise de kits d'installation à 295 VEC de la 4ème vague. C'est le ministre du Développement à la base, Mme Victoire Tomégah Dogbé, qui a remis les kits à ces volontaires. D'une valeur de 48 millions de francs CFA, ces Kits



Des volontaires en train de prêter serment

sont essentiellement constitués de machines de couture et broderie, de manuserie-aluminuim et de coiffure. Ces dons sont un appui du gouvernement à travers l'Anadeb. Ils visent à accompagner les Volontaires d'engagement citoyen, dans leur prise en charge d'une activité génératrice de revenu. 10894 volontaires

d'engagement citoyen ont été mobilisés depuis 2015. Ils ont réussi à curer 273 caniveaux, créé 226 espaces vert, planté 23695 arbres, sensibilisé 29340 ménages, dégagé 1575 dépotoirs sauvages, emménagé 223 km de routes et berges. Notons que depuis 2015, 7981 VEC ont été formés.

Roxie Badadoko (stagiaire)



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web: www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso KodolakinaSecrétaire de rédaction :
Rachidou ZakariResponsable web:
Carlos AmevorComité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Essoyodou Awih

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:
Gloria Léma YagliaService commercial:
DIRECT AGENCE
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00Graphiste:
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

...et la togolaise en particulier est autant capable que les hommes de s'imposer dans tous les domaines de la vie socio-politique.

Evidemment, la femme comme le souligne madame Tsègan, a des contraintes qui lui sont propres. « La femme reste la femme », reconnaît-elle. Sur le plan physique et biologique, la femme est certes différente de l'homme, mais sur le plan intellectuel, professionnel, la femme est dotée des mêmes capacités que

l'homme. Fort de cette réalité, il n'est pas question qu'elle s'impose des limites elle-même, en dehors des obstacles que lui imposent déjà les stéréotypes, les préjugés et les perceptions liées à la culture locale et à l'éducation.

Ramenant le débat sur la réussite de la femme dans le domaine politique, Yawa Djigbodi Tsègan déclare : « la politique est aussi pour la femme ». Et elle n'a pas tort puisqu'elle en est une illustration vivante. Du poste de député, elle est aujourd'hui la première

femme à être la présidente de l'Assemblée nationale togolaise.

Lorsque les conditions sont créées pour permettre à la femme de s'exprimer, elle s'affirme pleinement. Mais selon la présidente de l'Assemblée nationale, il revient aux femmes de s'outiller pour y arriver. « Au sein de leurs associations et autres regroupements, les femmes peuvent trouver les moyens de se former à la participation politique », affirme-t-elle. L'autonomisation de la femme passera aussi par

la réussite de l'Objectif de développement durable (ODD) 5 ainsi que l'axe 3 du Plan national de développement (PND) du Togo. L'ODD 5 vise à « parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles ». Il faudra pour cela éliminer toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et des filles, mettre fin aux violences notamment celles d'ordre sexuel. Il faut aussi garantir la participation entière des femmes et leur accès en toute égalité aux fonctions de direction à tous les

niveaux de décision, dans la vie politique, économique et publique.

C'est à cela que s'attèle le gouvernement togolais sous l'impulsion du chef de l'Etat, que remercie d'ailleurs madame Tsègan. L'axe 3 du PND est une autre illustration de la volonté des autorités togolaises de donner les moyens de leur autonomisation aux femmes. Il vise à « consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion ».

Edem D.

Plan national de Développement / Mobilisation des investissements Faure Gnassingbé en prospection aux Emirats Arabes Unis

Le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé est depuis hier dimanche aux Emirats Arabes Unis. Selon un communiqué de la présidence de la République togolaise, ce voyage du chef de l'Etat, au lendemain du lancement du Plan National de Développement (PND), a pour objectif de mobiliser les investisseurs autour du projet de développement de notre Pays.

Selon le communiqué de la direction de la communication de la République togolaise, le président togolais est arrivé hier à Abu Dhabi, la capitale politique des Emirats Arabes unis pour une visite d'amitié et de travail. Il sera reçu par le prince héritier d'Abu Dhabi Son Altesse Mohamed Ben Zayed Al Nayan avec qui il partage une vision du développement axée

sur le multilatéralisme, la création d'emplois pour la jeunesse et la promotion des énergies renouvelables notamment l'énergie solaire. Le président de la République togolaise rencontrera également le Prince Régnant de Dubai, Vice-président et Premier Ministre des Emirats Arabes Unis, Son Altesse Sheikh Mohamed Ben Rachid Al Maktoum.

« Conformément à l'axe 1

du PND qui projette faire du Togo un hub logistique et un centre d'affaire de premier plan, le chef de l'Etat visitera l'Abu Dhabi Global Financial Market et le Khalifa Industrial Zone (KIZAD). Plusieurs autres rendez-vous sont inscrits à l'agenda du Chef de l'Etat y compris la signature de contrats s'inscrivant dans la réalisation du PND 2018-2022. Il faut rappeler que les Emirats Arabes



Faure Gnassingbé accompagné par un protocole à Abu Dhabi

unis sont aujourd'hui le deuxième investisseur direct étranger en Afrique

après la Chine », informe le communiqué.

Rachid

Femme et gouvernance locale

La jeunesse du parti Unir promeut le leadership féminin

La Journée internationale des droits des femmes célébrée ce vendredi 8 mars, n'est pas passée inaperçue au parti Union pour la République. En dehors des activités organisées à différents niveaux, le Mouvement des jeunes pour Unir (MJU) avec en tête son délégué national Kanka-Malik Natchaba, a rassemblé la gente féminine ce samedi 9 mars autour du thème : « femmes togolaises, notre leadership politique c'est maintenant ».



Les premiers responsables du MJU

Malgré de gros efforts fournis tant par l'Etat que la société civile, la participation politique des femmes souffre

toujours de plusieurs pesanteurs dans notre pays. Quelques semaines avant les élections du 20 décembre 2018,

la tendance était en faveur de la mobilisation des femmes pour une participation active à cette compétition.

L'on a écouté plusieurs femmes qui visiblement souhaitaient s'engager tant dans les partis politiques que sur les listes d'indépendants. Mais quelle ne fut la surprise de tous de constater que l'actuelle législature ne compte que 17 femmes sur 91 députés. On se réjouit tout de même de voir une femme prendre la tête de l'Assemblée nationale. Mais, manifestement, du

travail reste à faire pour aboutir à une participation effective des femmes à la gestion de la chose publique et à l'engagement politique. A l'approche des élections locales, l'initiative du MJU se justifie pleinement. Le samedi dernier, il a été donc question de réfléchir avec les femmes afin de déceler le degré d'implication de la gente féminine dans la gouvernance locale.

Les échanges ont porté sur les moyens de la participation des femmes et des handicaps qui freinent l'émergence des femmes dans la gestion publique. Mazamaesso Assih, déléguée nationale adjointe du MJU a invité les femmes à se mobiliser

pour faire partie des organes de décision afin de promouvoir le développement de leurs communautés. Elle n'a pas manqué de préciser que l'équité genre est au cœur des préoccupations du chef de l'Etat Faure Gnassingbé.

Le Délégué national du MJU, Kanka-Malik Natchaba pense de son côté que les femmes doivent rechercher la cohésion sociale et le vivre-ensemble. « Je vous invite à cultiver la paix partout où vous êtes », a-t-il déclaré. Les activités se sont poursuivies plus tard avec un gala de football essentiellement dédié aux femmes.

E.D.

Burundi / Financement des élections**Nkurunziza lance une compétition intercommunale**

C'est la nouvelle « trouvaille » du président Pierre Nkurunziza, président de la République du Burundi pour financer les élections dans son pays sur fonds propres. Alors qu'il avait décidé en juillet 2018 de ne plus faire appel au soutien de l'extérieur pour financer les élections dans son pays, le président burundais compte désormais lever des fonds au niveau des communes à travers une compétition.

Dans une lettre du ministre burundais de l'Intérieur, Pascal Barandagiye, à tous les gouverneurs du pays, le gouvernement va instaurer un « système de compétition intercommunale » pour désigner la commune qui récoltera le plus de contribution. Selon les explications du ministre, « il s'agit d'un exercice d'évaluation des communes basé sur le seul

critère de maximiser le plus possible les contributions de la population, et dont la cérémonie de publication des résultats se déroulerait dans la commune qui se serait classée 1ère et sous le haut patronage de Monsieur le président de la République ». A travers cette stratégie, Bujumbura voudrait réussir à relever le défi d'organiser les élections sur fonds propres. Selon



Le président Nkurunziza

les indiscretions, le gouvernement veut mettre les bouchées doubles afin de boucler le budget d'organisation de ces élections générales prévues

pour l'an prochain dont 70% ont déjà été réunis selon le chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza. Dans ses indications pour ces contributions, le

gouvernement burundais a parlé d'actions « volontaires ». Mais difficile d'y croire puisque des abus sont déjà dénoncés de part et d'autre dans les collectes au moment où le gouvernement a fixé les montants à payer en fonction des catégories sociales.

Dans le pays, des voix s'élèvent déjà contre cette compétition instituée par le gouvernement. L'Olucome, la principale organisation de lutte contre la corruption au Burundi, s'est affichée en défaveur de cette disposition, exprimant son regret que le gouvernement soit obligé de prendre l'argent des Burundais « alors qu'ils sont déjà si pauvres ».

T.M.

Guinée-Bissau**Les législatives pour remédier à la crise**

Ils étaient plus de 700 000 Bissau-Guinéens à se rendre aux urnes pour choisir les 102 députés de l'Assemblée nationale populaire. Une élection censée régler la crise politique au sommet de l'Etat née en 2015 entre le chef de l'Etat José Mario Vaz et le parti majoritaire, le PAIGC, en conflit sur la désignation de la personne censée occuper le poste de Premier ministre.

Les dissensions entre les deux hommes ont conduit à une succession de limogeage de ses successeurs sous la pression du parti qui domine l'échiquier politique depuis l'indépendance en 1975 de cette ex-colonie portugaise. Une médiation de la Cédéao sous l'égide d'Alpha Condé avait finalement permis la nomination de Aristides Gomes comme Premier ministre avec pour mission de conduire le pays vers les législatives.

Depuis, de dilatoire en dilatoire, le pays a repoussé plusieurs fois la date de ce scrutin pourtant crucial pour l'avenir du pays, avant d'être fixée par décret à la date du 10 mars 2019. L'enrôlement des électeurs pour assainir le fichier électoral, principale pomme de discorde, s'est finalement achevé après plusieurs prolongations dans un processus très suivi par la Cédéao et la communauté internationale.

Dans ces élections se joue aussi une autre bataille

pour l'avenir économique. Au Conseil de sécurité de l'ONU, on fait déjà savoir que les sanctions internationales prises à l'encontre de la Guinée-Bissau depuis le coup d'Etat de 2012 pourraient être levées si le processus électoral respecte les règles internationales en matière d'élections. Pour l'heure, des partis politiques ont déjà fait savoir qu'ils contesteraient les résultats s'ils sont entachés de fraudes.

L'enjeu principal pour le parti arrivé en tête est de choisir le Premier ministre dans le régime parlementaire du pays ouest-africain. Cette désignation devrait permettre de mettre un terme à trois ans d'une crise institutionnelle marquée par des nominations et révocations des chefs de gouvernement. Le point d'orgue de cette crise se situe en 2015, lorsque le président José Mario Vaz a limogé son Premier ministre Domingos Simoes Pereira, alors chef du PAIGC.

T.M.

Nigéria / Elections régionales**Les enjeux du choix des gouverneurs**

Les Nigériens ont voté samedi 9 mars 2019 pour élire les futurs gouverneurs et représentants des Assemblées locales des Etats, un scrutin où le parti du président Muhammadu Buhari espère conforter sa victoire après la présidentielle de fin février.

72 millions d'électeurs nigériens ont voté samedi dernier, pour élire de nouveaux gouverneurs et des députés dans 30 des 36 Etats que compte la confédération. Des élections qui font suite à la réélection de Muhammadu Buhari, comme chef de l'Etat, avec 56% des voix. Ces scrutins qui se tiennent dans un contexte politique tendu dans certains Etats clés permettront de dessiner la carte politique du pays. Depuis le scrutin de 2015, le Congrès progressiste (APC) contrôle 23 gouvernorats et le Parti démocratique populaire (PDP) en dirige 13. Ces élections seront cruciales pour l'Etat de Lagos. Depuis 1999, Lagos est entre les mains de l'APC, le Parti du congrès des progressistes du président Muhammadu Buhari. Mais pour la première fois, rien ne semble gagné d'avance, tant l'APC semble divisé. Et les habitants de la capitale économique expriment une lassitude vis-à-vis de l'emprise de Bola Tinubu, puissant homme politique, considéré comme un faiseur de rois.

Ensuite, les élections risquent d'être tendues dans les Etats du centre, troublés par les conflits entre éleveurs et agriculteurs, mais aussi dans le sud, à l'image de



Dépouillement des voix au Nigéria

l'Etat pétrolier de Rivers. C'est un bastion du PDP, mais lors de la présidentielle, près de 900 000 voix ont été annulées suite à des dysfonctionnements. Ces annulations alimentent un climat de suspicion au sein du PDP, qui avait rejeté les résultats de la présidentielle. Ce scrutin est important pour les électeurs, car il leur permet de désigner un dirigeant qui va impulser leur vie politique et sociale au quotidien, pendant quatre ans.

Le poste de gouverneur est très convoité, car c'est une position stratégique : les gouverneurs sont indépendants et jouissent de pouvoirs larges. Ils sont compétents en matière de transport, de logement,

d'éducation ou encore sur les questions de santé. Ils sont aussi très puissants, car ils gèrent des budgets colossaux au niveau local. Parmi les Etats où la course s'annonce serrée, il y a l'Etat de Lagos, le plus peuplé avec quelque 20 millions d'habitants et locomotive économique du pays. Un Etat où le parti au pouvoir, l'APC, semble perdre progressivement du terrain. La course est serrée également dans l'Etat de Kano dans le nord du pays.

Le dépouillement a commencé après la clôture des bureaux de vote et les résultats devraient être annoncés dans les prochains jours.

T.M.

Agriculture

Une menace nommée chenille légionnaire

Pour lutter efficacement contre la chenille légionnaire, les acteurs ont besoin de financement. La Banque africaine de développement (BAD) et l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) apportent une solution à travers un financement à l'Etat togolais. Ce financement permettra de lutter contre l'invasion des chenilles légionnaires.

Un accord de don d'un million de dollars soit 580 millions de FCFA a été signé vendredi à Lomé entre les autorités togolaises et les responsables de ces banques.

Selon le responsable pays par intérim de la BAD, Georges Bohoussou, « c'est une réponse directe et immédiate à la situation d'urgence que connaît le Togo, suite à une catastrophe naturelle provoquée par l'invasion d'un insecte nuisible

des principales cultures vivrières au Togo ».

La chenille légionnaire continue de faire beaucoup de ravages au Togo. Et des mesures idoines doivent être prises pour enrayer le mal et permettre aux agriculteurs de profiter pleinement du fruit de leur labeur. Pendant la campagne agricole 2018-2019, 160 581,5 hectares de maïs ont été détruits, ce qui représente 53,8% des emblavures de maïs.

Le gouvernement togolais ne désarme pas face au



Georges Bohoussou

Sani Yaya

danger. Selon le ministre de l'Economie et des Finances Sani Yaya, le gouvernement a déboursé plus de 177 millions depuis 2017 pour acquérir et distribuer gratuitement aux producteurs victimes des

attaques, des insecticides, des appareils de traitement phytosanitaire et des équipements de protection individuelle.

Cet appui d'un million de dollars va permettre à l'Etat

de financer son plan de lutte contre le phénomène. « L'aide permettra à l'Etat de financer en partie son plan stratégique quinquennal de lutte contre le ravageur dont le montant total est estimé à 3 200 000 dollars US, soit près de 1,9 milliard de FCFA » a déclaré M. Sani Yaya.

La chenille légionnaire est un insecte originaire des régions tropicales de l'Amérique qui attaque les cultures maraichères et céréalières. La découverte de l'insecte en Afrique remonte en 2016. Elle a été découverte pour la première fois en Afrique centrale et en Afrique de l'ouest. Elle s'est ensuite répandue dans toute l'Afrique sub-saharienne et a détruit plusieurs cultures des populations.

Félix Tagba

Finance publique

Le Togo a mobilisé 22 milliards FCFA sur le marché financier régional

L'émission simultanée d'Obligations assimilables du trésor (OAT) du vendredi 8 mars a permis au Togo de mobiliser 22 milliards. Plus précisément l'opération a permis de mobiliser 16 588 millions et 5 412 millions. Elle vise à assurer la couverture des besoins de financement du budget du pays.

Selon l'appel d'offres lancé par l'agence Umoa-Titres et le trésor du Togo, le montant mis en adjudication s'élevait à 20 000 millions de FCFA. La date de la valeur était fixée à ce lundi 11 mars. L'opération a connu un succès et a permis au Togo de mobiliser 22 milliards de FCFA.

Ces Obligations assimilables du trésor

sont réparties en deux. La première OAT s'étend sur une période de 3 ans. Sa valeur nominale unitaire est de 10 000 FCFA. Le taux d'intérêt pour cette Obligation assimilable du trésor est fixé à 6,25% et l'échéance est le 11 mars 2022. Selon le communiqué de l'agence Umoa-Titres, le remboursement se fera en totalité le premier jour ouvrable suivant

la date d'échéance (remboursement in fine). Le paiement des intérêts se fera annuellement sur la base d'un taux d'intérêt de 6,25% l'an dès la première année.

La seconde OAT couvre une période de 5 ans. Sa valeur nominale unitaire est également de 10 000 FCFA. Son taux d'intérêt est à 6,50% et l'échéance



fixée au lundi 11 mars 2024. Le remboursement se fera en totalité le premier jour ouvrable suivant la date d'échéance (remboursement in fine).

Le paiement des intérêts se fera annuellement sur la base d'un taux d'intérêt de 6,50% l'an dès la première année.

F.T.

Salon méditerranéen du bâtiment en Tunisie

Le Plan national de développement expliqué aux participants

Une délégation togolaise a pris part au Salon méditerranéen du bâtiment (Medibat) à Sfax en Tunisie. Le Salon s'est tenu du 06 au 09 mars. Le Togo a présenté le Plan national de développement (PND) à l'occasion du forum économique de ce 15^e Salon.

Le Salon méditerranéen du bâtiment de Sfax a été une opportunité pour les opérateurs économiques et les acteurs du secteur du bâtiment et des infrastructures de plusieurs pays de découvrir les opportunités qu'offre ce secteur. Au cours de ce salon, l'accent a été mis sur le Partenariat public-privé (PPP).

La délégation togolaise a présenté le secteur du Bâtiment et des travaux public (BTP) au cours de la « Journée Togo ». Les

Togolais ont également fait la promotion du Plan national de développement (PND) au Salon méditerranéen du bâtiment. D'autres projets du Togo et de 6 autres pays africains ont également été présentés à cette rencontre qui a réuni plusieurs investisseurs. Le Medibat a permis à ces derniers de découvrir le PND et d'avoir une idée sur les secteurs dans lesquels ils pourront investir au Togo.

Le PND est composé de

trois axes essentiels. Pour le premier axe, il s'agira de mettre en place un hub logistique d'excellence et de développer un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région. Le deuxième axe envisage le développement des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives. Le troisième s'intéresse à la consolidation du développement social et le renforcement des mécanismes d'inclusion. L'Etat doit mobiliser plus de 4 000 milliards de



Des visiteurs au salon méditerranéen du bâtiment

FCFA pour le financement du PND à l'horizon 2022. Les autorités togolaises comptent principalement sur le secteur privé pour

mobiliser ce fonds. Le Plan indique que 65% du financement total doit provenir de ce secteur.

F.T.

Économie togolaise

La contribution du PND pour l'atteinte des ODD

Quelle sera la contribution du Plan national de développement (PND) 2018-2022 à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)? A cette question, le gouvernement togolais se veut rassurant et estime que les défis qu'entend relever le PND sont en bonne place dans le corpus des ODD dans leur ensemble. Et d'ajouter que les principaux objectifs et cibles du PND reflètent les priorités des Togolais et du gouvernement tout en s'inscrivant dans la mise en œuvre de l'agenda 2030. Les ODD et le PND, pouvant être considérés comme une chaîne interactive, ont leur rôle détaillé dans ce dossier.

Le Plan national de développement: un cadre de mise en œuvre des ODD



Visuel officiel du PND

En juillet 2017, au moment où le Togo présentait son rapport à la deuxième édition du Forum politique de haut niveau (FPHN), le PND était en élaboration avec une version préliminaire proposant pour discussion cinq (05) axes stratégiques. En rappel, le PND dans sa phase d'élaboration a suivi quatre étapes majeures à savoir: l'état des lieux, l'analyse diagnostique, le cadrage stratégique, et la rédaction du document. Ces différentes étapes ont été inclusives et participatives impliquant toutes les catégories d'acteurs et parties prenantes. L'état des lieux s'est fait en deux volets. Le premier s'est

traduit par les consultations des différents acteurs au développement dans le cadre de la revue de la Scape et le deuxième par l'exercice de priorisation des cibles des objectifs de développement durable, qui a consisté à évaluer le niveau de mise en œuvre des préoccupations majeures des populations à travers la Grille de priorisation des cibles des ODD (GPC). Ces exercices se sont déroulés sur toute l'étendue du territoire. Parmi les 169 cibles des ODD, 60 cibles sont apparues récurrentes traduisant ainsi les besoins prioritaires exprimés par les populations. Ces besoins recensés ont été analysés au regard des autres

priorités notamment celles contenues dans le projet de société du chef de l'Etat, les défis résiduels de la Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l'emploi (Scape) mis en exergue par l'évaluation qui en a été faite ainsi que les priorités de l'agenda 2063 de l'Union africaine (UA), la vision 2020 de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cedeao) et les autres engagements internationaux en matière de développement durable. Les grandes priorités dégagées à l'issue de l'analyse ont fait l'objet de cadrage stratégique.

Le cadrage stratégique a consisté à regrouper les priorités ainsi déterminées suivant les objectifs stratégiques et les thématiques qu'elles abordent en vue de leur alignement sur les orientations stratégiques de la vision 2030 du pays. Ces regroupements ont permis d'identifier cinq (05) axes stratégiques pour le PND: l'amélioration du bien-être et épanouissement de la population, l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des secteurs porteurs de croissance,

le renforcement des infrastructures de soutien à la croissance, la gestion durable du territoire, de l'environnement et du cadre de vie, et le renforcement de la gouvernance et consolidation de la paix. La dernière phase d'élaboration du PND a consisté à donner un contenu aux différents axes définis permettant de disposer d'une version préliminaire. Cette version du PND a fait l'objet d'un exercice complémentaire afin de s'assurer de l'intersectorialité entre les différentes interventions, la prise en compte de l'équilibre des trois dimensions du développement durable à travers les cibles des ODD et de l'arrimage avec la vision de développement du pays. Cet exercice a été fait à travers l'outil Rapid integrated assessment (RIA) suivant une approche inclusive et participative où tous les acteurs de développement du niveau central comme local se sont fortement impliqués.

Source: Édition 2018 du Rapport du forum politique de haut niveau sur le développement durable (Togo)

Bilan des travaux liés aux ODD pour mieux les appréhender dans le PND

Le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC), qui a reçu les appuis techniques et financiers du Japon et du Pnud, laisse entrevoir de l'espoir au sein de la population rurale. En deux ans d'activités, le PUDC qui cible principalement les populations pauvres, vivant dans les zones peu ou mal desservies par les interventions de l'Etat, peut revendiquer un bilan réussi.

Ponctué par des progrès significatifs dans des domaines sociaux prioritaires comme l'éducation, l'agriculture, la santé, la protection sociale, l'accès à l'énergie, l'alimentation en eau potable en milieu semi et périurbain, l'autonomisation économique des femmes, des jeunes et des autres groupes vulnérables. Au décompte, plusieurs milliards de francs CFA, ont été mobilisés dans



OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Objectifs de développement durable

Le cadre de cette ambitieuse initiative pour développer des infrastructures de base. 406 km de pistes rurales construits Depuis 2016, 406 km de pistes rurales réparties dans les 5 régions du pays, ont été construites ou réhabilitées. Pour les populations ayant bénéficié de ces réalisations, ce sont de nouvelles opportunités d'écoulement des matières qui pointent à l'horizon. « Avec la nouvelle piste, nous avons désormais le choix d'aller dans plusieurs marchés environnants et Lomé. La piste me permet aujourd'hui, non seulement de vendre ma production de riz comme vous le voyez, mais je n'ai plus de problèmes pour acheminer mes récoltes », se réjouit Cécile Avoudi, transformatrice de riz à Davié, situé dans la ville de Tsévié, à 35 kilomètres de Lomé, parlant de la réhabilitation de la piste rurale Davié - Assomé - Noépé.

Comme elle, les autres producteurs ne cachent pas que les projets d'infrastructure mis en œuvre au titre de ce programme ont contribué à leur inclusion économique et même financière. Mais les défis restent encore énormes. Dans le viseur, 1200 autres km de pistes rurales dont les études de projets sont disponibles sont prévus pour bientôt. A cette allure, le Togo devrait marquer un pas décisif vers les ODD. En plus des infrastructures routières, le PUDC a permis de fournir des sources d'énergie durables et innovantes aux populations enclavées dans les localités

rurales/semi urbaines ciblées. Ont été installés ou sont en cours d'installation, 10 000 lampadaires solaires dont 7000 standards, 2000 avec 5 prises pour charger les appareils et 1000 avec, en plus des 5 prises pour charger les appareils, un « spot » wi-fi pour la connexion à Internet. Le déploiement de cette composante vient matérialiser les objectifs de Lomé de fournir l'énergie électrique et une connexion internet de qualité à tous les Togolais d'ici 2030. Le secteur de l'éducation a pris une part importante dans les deux ans de réalisation du programme. Conformément à la composante liée au renforcement de l'accès des populations aux infrastructures et équipements socio-économiques de base, 208 salles de classe, 44 écoles primaires publiques, 11 centres d'enseignement général et 8 lycées, 19 blocs administratifs et 19 blocs pédagogiques ont été construits ou équipés pour améliorer la qualité de l'éducation dans les cinq régions que compte le Togo, depuis le lancement du programme en 2016.

A cela s'ajoute la construction de 100 latrines dans les écoles primaires publiques. Pour Mme Didigoua Dimiline, enseignante à Amou-blo, village situé à environ 35 km d'Atakpamé, qui avait perdu espoir en raison des nombreuses promesses non tenues, le PUDC a été une bouée de sauvetage. « Nous avons perdu espoir à cause

des multiples promesses non tenues. Notre enclavement constituait également un obstacle. Mais le PUDC nous a montré que nous avons aussi droit à une éducation de qualité et à des infrastructures socio-économiques à l'instar des autres villes du Togo », a-t-elle confié. Dix (10) Bassins et Lacs ont été aménagés en l'espace de deux ans.

Il est également prévu, un renforcement du fonctionnement de quelques bassins de rétention des eaux d'inondation par motopompes. D'autre part, la mise à disposition de 12 camions-bennes simples et à ordures, a permis d'assainir le cadre de vie des populations de certains quartiers réputés « dépotoir ». C'est le cas du vieux quartier de Hanoukope, situé dans la métropole Lomé. C'est l'un des plus peuplés de Lomé et l'un des plus insalubres. A 70 ans, Maboki Corneille, ingénieur retraité, exprime sa joie au démarrage des travaux de prolongement de la zone de remblai du grand canal d'équilibre. Cette infrastructure devrait offrir un meilleur cadre de vie aux populations de ce quartier populaire de Lomé. L'accès aux soins à la santé: des chantiers et du chemin encore à parcourir...

Beaucoup d'efforts ont été faits en matière d'infrastructures sanitaires et de matériels de mobilité. Grâce au PUDC,

quatre centres médico-sociaux (CMS), 8 Unités de soins périphériques (USP), ont été construits et équipés. Pour la mobilité, le programme a mis à disposition des centres de santé, 10 véhicules, 5 ambulances et 100 motos. Il s'affiche également au bilan des deux années de chantier, la réhabilitation de 3 hôpitaux préfectoraux (Kpalimé, Bèkpota, Mango). Pourtant, du chemin reste à faire dans ce secteur vital. Les coûts et les distances à parcourir pour obtenir un soin de qualité sont toujours des difficultés chroniques qui entaillent le quotidien des populations mal desservies. Mais les efforts à fournir pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) sont encore gigantesques. Mais à la lumière de ce qui a déjà été fait, le programme semble démontrer une réelle capacité à réduire la pauvreté. Pour résorber le problème d'eau potable, le PUDC a dans son viseur la réalisation des 629 forages dans les 5 régions. Selon les autorités en charge du programme, les études sont en cours. Des travaux de réhabilitation portant sur 54 mini adductions d'eau potable devraient se terminer dans les prochains mois, pour le plus grand bonheur des populations des zones ciblées.

Le Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC)

Le PND constitue le cadre de référence du développement au Togo et consacre l'ensemble des mécanismes et procédures de mise en œuvre des ODD. « Dans sa conception et eu égard aux différents domaines adressés par ses différents axes, le PND a pris en compte les trois dimensions du développement durable sans oublier la gouvernance », peut-on lire dans la version officielle de ce Plan. Ce document indique

que sur les 169 cibles des ODD, le PND en intègre près d'une cinquantaine. Ainsi, la dimension économique prend en compte 39,5% des cibles, la dimension sociale 37,2%, la dimension environnementale 9,3% (hormis les cibles à caractère environnemental, reprises dans les autres dimensions) et la dimension gouvernance 14,0 %.

Réalisé par Attipoe Edem Kodjo



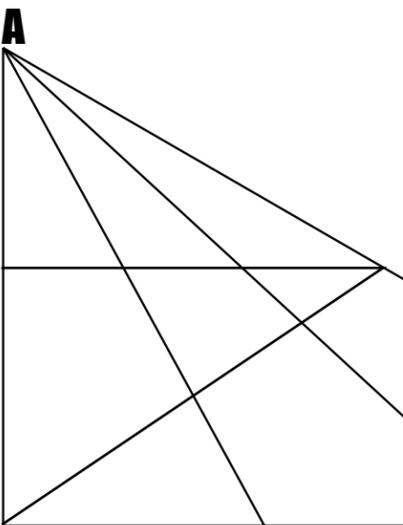
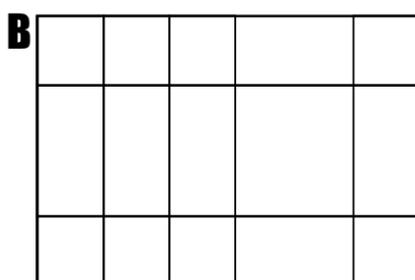
Traduction

Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?
Plus de soucis, contactez:
Africa Translate Consulting.
Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43
E-mail: dhoglonou@africatranslate.com

**Introspection**

"Le Nègre ignore que ses ancêtres, qui se sont adaptés aux conditions matérielles de la vallée du Nil, sont les plus anciens guides de l'humanité dans la voie de la civilisation, que ce sont eux qui ont créé les Arts, la religion (en particulier le monothéisme), la littérature, les premiers systèmes philosophiques, l'écriture, les sciences exactes (physique, mathématiques, mécanique, astronomie, calendrier...), la médecine, l'architecture, l'agriculture, etc. à une époque où le reste de la Terre (Asie, Europe : Grèce, Rome...) était plongé dans la barbarie"

CHEIKH ANTA DIOP

A / Combien de triangles ?**B / Combien de rectangles ?****Photo du jour**

Donnez une légende à photo ci-dessus?

Les bons plans et les bonnes adresses**COURRIER EXPRESS**

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51
EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)
FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96
TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68
SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél. 22 20 13 20
TOGO CELLULAIRE: Tél. 22 22 66 11
TOGO TELECOM: Tél. 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77
CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37
CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77
CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01
CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68
HORLOGE PARLANTE; Tél: 116
CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat
Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30
HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63
LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le **NAUTILUS-FITNESS**: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30
AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19
BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72
GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60
GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28
GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

AGENCE DE COMMUNICATION

Larry Event Day (LED)
Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel Communication, Location d'espaces Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers
AG Partners: Sise à Cassablanca
www.couleurafrique.com

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB
RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)
LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)
MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)
PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19
COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90
COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30
COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél 90 30 38 75
CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87
SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)
Tél: 22 40 04 99

Pharmacies de garde de Lomé du 11 au 18 / 03 / 2019

ST RAPHAEL	ATIKPODJI	22 21 84 26
ST ANTOINE	AV LIBÉRATION	22 21 29 64
BEL AIR	PALM BEACH	22 21 03 21
BON SAMARITAIN	BE	22 21 45 30
PORT FACE	SARAKAWA	22 27 61 88
MAIRIE	FACE MAIRIE	22 21 26 39
STE MARIE	TOKOIN-RAMCO	22 21 85 58
ST KISITO	BD. DE LA KARA	22 21 99 63
AVE MARIA	TOKOIN	22 22 33 01
PROSPERITE	(DPJ)	23388425
PEUPLE	NUKAFU	22268422
GBEZE	BD JEAN PAUL II	22 26 32 61
NOTRE DAME	HEDZRANAWOE	96 32 97 51
KOUSSAN	KEGUÉ	96 80 10 01
UNION	BE KPOTA	22 27 71 64
O GRAIN D'OR	ZORROBAR	2270 06 90
CITE	BD. DU 30 AOÛT	22 25 01 25
BESDA	ADIDOGOMÉ	22 51 05 29
EPIPHANIA	ADIDOGOME	70 40 10 52
CONSEIL	SAGBADO	70 21 56 53
NATIONFACE	TOTSI	22 25 99 65
DELALIEN	CACAVÉLI	22 25 06 90
VERTE	KLIKAMÉ	22 25 03 26
LAUS DEO	LÉO 2000	22 25 15 05
ARC-EN-CIEL	AGOÈ	70 42 50 00
DE LA VICTOIRE	AVÉDJI	70 45 74 92
LA GRÂCE	SUN AGIP AGOÈ	22 25 91 65
ESPACE VIE	AGOE LOGOPÉ	99 85 89 07
VITAS	AGOÈ ASSIYÉYÉ	22 25 63 43
MAWUNYO	AGOÈ	70 42 34 64
TAKOE	ESSO DE ZONGO	22 34 03 42
LE DESTIN	BAGUIDA	70 41 15 41
LA FLAMME D'AMOUR	AGODEKE	70457014

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

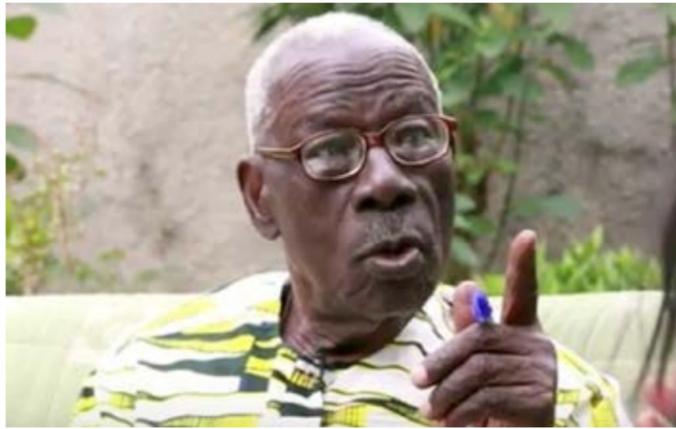
Bernard Dadié

«Le patriarche» de la littérature ivoirienne est décédé

L'Ivoirien Bernard Dadié, auteur du célèbre ouvrage « Le Pagne noir », a tiré sa révérence, le 9 mars dernier, en Côte d'Ivoire dans sa 103ème année. Homme engagé, l'écrivain Bernard Dadié était auteur d'une œuvre politique dans laquelle, il a abordé tous les genres littéraires.

Bernard Dadié a été plusieurs fois victime des fausses informations quant à son décès. En novembre dernier, la folle rumeur avait également circulé sur les réseaux sociaux annonçant son décès. Justement, sa mort est bien réelle cette fois-ci. L'auteur a répondu à l'appel divin, rejoignant ainsi l'au-delà. « La Côte d'Ivoire vient de perdre son plus grand écrivain », a annoncé Maurice Bandaman, le ministre ivoirien de la Culture à l'Agence France presse (AFP). En effet, Bernard Dadié

a abordé tous les genres littéraires, notamment la poésie, le roman, la chronique, le conte, ainsi que le théâtre. « Ecrire est pour moi, un désir d'écarter les ténèbres, un désir d'ouvrir à chacun des fenêtres sur le monde », avait déclaré l'écrivain en recevant en 2016, le premier prix Jaime Torres Bodet de l'Unesco. En 1950, il avait publié un recueil de poèmes engagés, « Afrique debout ! » qui dénonce les relations de domination entre blancs et noirs dans l'Afrique coloniale. Et son autobiographie romancée,



Bernard Dadié

« Climbié », parue en 1952, serait son œuvre la plus célèbre, aussi très critique vis-à-vis du colonialisme. En 1980, son roman « Les jambes du fils de Dieu » remporte un véritable succès. Il a reçu deux reprises le grand prix littéraire d'Afrique noir avec « Patron de New York » (1965) et « La ville où nul ne meurt » (1968).

Très engagé, Dadié fut également journaliste, homme politique et militant pour l'indépendance de la Côte d'Ivoire. Cet engagement au sein du parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA) lui a valu un séjour d'une année en prison, entre 1949 et 1950. Après l'indépendance de la

Côte d'Ivoire, Binlin Dadié a été de 1977 à 1986, le ministre de la Culture du président Félix Houphouët-Boigny.

Bernard Abou Koffi Binlin Dadié fut un écrivain et homme politique ivoirien né à Assinie, au sud de la Côte d'Ivoire, le 10 janvier 1916. Il était considéré comme le père de la littérature ivoirienne. Après des études à l'école normale William-Ponty de Gorée, il travaille pendant dix ans à l'IFAN (Institut fondamental d'Afrique noire) de Dakar. « Nous nous inclinons devant sa mémoire », a dit Maurice Bandaman, souhaitant qu'un hommage national soit rendu à l'écrivain.

Nadia Edodji

Industrie musicale

Olivier Laouchez partage son expérience avec professionnels et étudiants togolais

Venu pour la toute première fois au Togo, Olivier Laouchez, le PDG de Trace TV a partagé son expérience dans le domaine de l'industrie musicale avec des étudiants de l'Institut des sciences, de l'information, de la communication et des arts (Isica), mais également avec des artistes, des acteurs et promoteurs culturels du Togo lors d'une conférence qui s'est déroulée, le 8 mars dernier, dans le jardin de l'Institut français du Togo.

Axée sur thème : « Média, business et musique en Afrique : Enjeux et défis », la conférence a vu la participation notamment des artistes, des promoteurs culturels, des producteurs, ainsi que des entrepreneurs. En sa compagnie, il y avait Toutou Akim Tamandja, manager général de Fangamusic, producteur

de musique, et ancien directeur de la Zéphyr FM. Tour à tour, ils ont eu à partager avec le public leurs différentes et nobles expériences dans le domaine musical. « Je suis arrivé à la radio, en fait pas par vocation d'animateur, mais dans le souci de développer la musique que je produisais... J'avais remarqué une chose, pour que la musique



Olivier Laouchez & Tam akim Tamandja

pénètre les gens, arrive dans les foyers, il fallait un canal. Pour revenir au thème 'Média, business et musique', je me suis servi de la radio comme canal de diffusion pour atteindre les gens individuellement », a déclaré Toutou Akim Tamandja.

Quant au Martiniquais Olivier Laouchez, il a eu à relater son parcours, de l'université jusqu'à la création de sa chaîne de musique Trace TV. Il a dit avoir dans le temps travaillé avec ATV une chaîne de télévision qui faisait également la

promotion des artistes. Amoureux de la musique afro urbaine, il a donc pensé une chaîne TV pour la jeunesse dédiée aux musiques et aux cultures urbaines (Rap, Rn'b, Hip-hop, Dancehall, etc.). Concernant les enjeux et défis en Afrique dans l'industrie musicale, il faut d'abord noter que la révolution de la technologie conduit au piratage dans l'industrie musicale, ce qui ne favorise pas pour autant les artistes africains. Des questions liées aux droits d'auteurs ont été également abordées au cours de cette conférence-débat. Présente dans 180 pays, Trace TV est la troisième chaîne de télévision française la plus distribuée au monde.

N.E

Lire

« Le pagne Noir » de Bernard Dadié. Ed Présence Africaine. Pp 104-105

« ...Elle allait avec les Jeunes filles, à la source, puiser l'eau, avec les femmes dans les champs chercher les vivres, avec le pêcheur jeter le filet, avec le chasseur parcourir la brousse, avec le voyageur. Elle

restait éveillée lorsque tout le village dormait. Et le jour venu, elle restait à veiller.

Vingt ans s'étaient écoulés depuis le jour où le Chasseur avait délivré le Boa. Le chien galeux maintenant plus galeux que jamais, un matin, a son compagnon, revint dire: ton maître va mourir. Qu'est-ce que tu racontes? Je dis qu'aujourd'hui, au moment précis où

les arbres auront sous eux, ramassé leur ombre ton maître mourra. Et comment pourrait-on le sauver? Qu'il rende au Boa la seconde gourde.

Mais en rendant au Boa la seconde gourde, c'est la misère qui revient ; c'est sa lance qu'il reprend, ses pièges qu'il revisite. Il sera même plus pauvre qu'il n'était avant. Et plus longtemps encore, il vivra. Qu'il choisisse. L'homme

surprit la conversation. Il allait mourir. Il regardait le soleil monter dans le ciel, grimper sur la cime des arbres, rapetisser les ombres, les pousser, les entasser peu à peu sous les arbres, le soleil qu'il aurait voulu enchaîner. Il allait de la gourde à toutes ses richesses à son or, à ses diamants, à ses rubis qui tous jetaient des éclats éblouissants. Dans leurs chambres, elles semblaient des tas

de braises sur lesquelles le vent aurait soufflé. Jamais le Chasseur ne les avait vus jeter autant d'éclats. Et c'est à cette heure qu'il prenait réellement conscience de son bonheur. Et plus le soleil avançait, plus toutes ses richesses en son cœur poussant des racines, s'accrochaient, s'incrustaient. Il courut à la gourde, la prit, la déposa... »

Sport féminin

Un nouvel élan pour le sport paralympique au Togo

Absente dans le sport paralympique féminin lors des jeux de Rio en 2016, la Fédération togolaise des sports paralympiques (Festopa), a décidé de se mettre à jour. Elle a été motivée par la conférence de Gaborone tenue du 18 au 20 mars 2018, qui a pour but d'attirer l'attention de tous les pays du monde et fédérations sur le droit des femmes handicapées à pratiquer le sport et de tendre vers l'équité dans la pratique du para sport. Ainsi, la Festopa a tenu une conférence de presse vendredi 08 mars 2019 à Lomé, portant sur le projet de mise en lumière des para athlètes féminins dénommé "Sensibilisation pour la détection des Talents Para Athlètes Féminins".

Le Togo doit participer aux jeux paralympiques de 2020 et pour ce faire, il faut sensibiliser les athlètes et les apprêter pour la compétition. L'objectif de la rencontre a été de faire connaître à l'opinion nationale, le projet de sensibilisation pour la détection de talents para athlètes féminins qui font partie désormais de notre vision qui est d'aller aux Jeux Paralympiques en 2020 avec un grand nombre d'athlètes

féminins. Pour y parvenir, il faut se lever tôt.

La sensibilisation se fera en deux phases. Il y aura une première phase de sensibilisation d'une équipe de 3 personnes qui va passer dans les 5 ligues paralympiques du Togo pour pouvoir rencontrer les groupes-cibles, leur expliquer, les convaincre et maintenant préparer les points focaux pour une deuxième phase qui consiste au déroulement du projet qui n'est autre que



Le présidium de la conférence de presse pour la Festopa

la détection des talents avec les techniciens et toute l'équipe de la fédération. Nous irons dans chaque région pour pouvoir rencontrer toutes les valeurs féminines en situation de handicap qui peuvent pratiquer le sport et qui sont susceptibles de réunir les minima avec lesquelles nous allons travailler afin d'aboutir à cette participation aux Jeux Paralympiques de

Tokyo 2020.

Selon Ben Kalidjora Hatta, chef projet, les femmes en situation d'handicap doivent saisir cette opportunité pour faire tomber les vieux clichés en s'affirmant au cours de ces jeux paralympiques. Les travaux seront axés sur des résultats tangibles. Pour pouvoir y arriver, il se déroulera un certain nombre d'activités dont la vision est d'aller aux Jeux

Paralympiques de 2020 au moins avec 5 athlètes féminins pour le Togo et quitter la dernière place qui lui est accordée sur le plan mondial. C'est l'occasion de lancer un appel à toutes les femmes en situation de handicap en leur disant que le sport contribue à leur épanouissement, à leur développement personnel et lorsqu'une femme pratique le sport et surtout quand elle arrive au haut niveau, elle quitte l'étape de stigmatisation et devient une star.

Pour la campagne, le Comité international paralympique a déjà lancé des programmes et des mesures incitatives à travers des financements réservés aux fédérations afin d'accueillir en leur sein des clubs paralympiques. Une manière d'intéresser les para athlètes féminins à s'afficher sur le plan international tout en devenant une référence dans les différentes disciplines paralympiques.

Attipoe Edem Kodjo

IFAB

Des modifications pour le meilleur du football

International Football Association Board (IFAB), l'organe en charge d'éditer les lois du football, a lors de son Assemblée générale organisée la semaine dernière à Aberdeen en Ecosse, apporté des modifications aux règles du football.

Désormais, tout but inscrit après une main involontaire

de la part d'un joueur sera refusé. Selon un communiqué de l'IFAB, un

but inscrit directement de la main/du bras même de manière accidentelle ou un joueur qui marque ou se crée une opportunité de marquer après avoir obtenu la possession/le contrôle du ballon de la main/du bras même de manière accidentelle ne sera plus toléré.

L'autre modification

notable de l'instance concerne les changements. Le joueur sortant devra sortir du terrain par le chemin le plus court. Il n'aura plus besoin de venir au contact du joueur entrant.

De nombreux joueurs en profitaient pour gagner du temps précieux dans ces

moments.

Enfin, les attaquants ne pourront plus perturber la formation d'un mur pour un coup franc. « Des mesures concernant les attaquants qui créent des perturbations dans le mur érigé par la défense adverse », s'est expliqué l'IFAB.

J. A.

Crash d'un avion d'Ethiopian Airlines

Le chef de l'Etat exprime sa compassion envers les familles des victimes

Dans la matinée, du dimanche 10 mars 2019, un avion d'Ethiopian Airlines à destination de Nairobi s'est écrasé avec 157 personnes à bord. Selon les informations diffusées sur BBC, une personne de nationalité togolaise serait également parmi les victimes. Dans ces moments difficiles, le président de la République, Faure Gnassingbé à travers son compte Twitter a exprimé ses sincères condoléances aux familles éplorées.

« C'est avec une grande tristesse que j'ai appris le crash du Boeing 737-800 MAX assurant le vol Ethiopian Airlines 302 à Bishoftu au sud-est d'Addis-Abeba », écrit Faure Gnassingbé en fin de soirée sur son compte son compte twitter.

Selon un porte-parole de la compagnie aérienne, le Boeing 737-800 MAX le vol ET302 s'est écrasé près de Bishoftu, à 62 km au sud-est d'Addis-Abeba. Et il y avait à bord 149 passagers et 8 membres d'équipage. « L'accident s'est produit à 8h44 heure locale, (5h



Ethiopian Airlines Boeing 737-MAX

44 GMT) six minutes après le décollage de la capitale éthiopienne », a déclaré le porte-parole sur la chaîne de télévision nationale éthiopienne.

Le chef du gouvernement éthiopien Abiy Ahmed a adressé ses condoléances

aux familles via son compte twitter. « Le bureau du Premier ministre, au nom du gouvernement et du peuple éthiopien, exprime ses plus profondes condoléances à ceux qui ont perdu ce matin des êtres chers lors du vol d'un Boeing 737 de Ethiopian

Airlines à destination de Nairobi », pouvait-on lire.

La cause de l'accident n'est pas encore claire. Néanmoins, les passagers à bord pendant le crash du vol ET302 ont tous succombé à cet accident. La compagnie affirme qu'une personne de nationalité togolaise est parmi les victimes. L'identité du Togolais circule sur les réseaux sociaux, mais aucune source officielle togolaise n'a confirmé l'information.

En ce moment de rudes épreuves, le président de la République togolaise exprime au nom du peuple togolais, et en son nom propre « une totale solidarité et toute sa compassion aux familles éplorées et au peuple éthiopien ».

Nadia Edodji

Mise en œuvre du PND

Le système des Nations unies se positionne essentiellement sur l'axe 3

Damien Mama, le coordonnateur du système des Nations unies au Togo accompagné d'une délégation, était chez le Premier ministre Komi Selom Klassou vendredi dernier afin de le féliciter pour sa reconduction à la tête du gouvernement togolais. Ayant eu à échanger sur le Plan national de développement 2018-2022 avec ce dernier, monsieur Mama et les organisations onusiennes dont il coordonne les activités dans notre pays se retrouvent essentiellement dans l'axe 3.

L'axe 3 du PND vise à « consolider le développement social et renforcer les mécanismes d'inclusion ». Les organisations onusiennes dont le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) et autres travaillent la plupart du temps sur des chantiers liés au social donc le développement. Ils ont pour rôle d'œuvrer

aux côtés des Etats pour améliorer les conditions de vie des populations partout dans le monde.

Il est donc normal que Damien Mama et les institutions dont il coordonne les activités au Togo se retrouvent plus dans l'axe 3 que dans les 2 précédentes. D'ailleurs ces dernières se sont déjà positionnées depuis sur des chantiers qui entrent pleinement aujourd'hui

dans les objectifs du PND. Il s'agit notamment du Programme d'urgence de développement communautaire (PUDC) sur lequel s'est engagé le Pnud pour 3 ans aux côtés du gouvernement. Le comité de pilotage du PUDC s'est réuni vendredi dernier sous la direction du Premier ministre Komi Selom Klassou à la primature afin de faire le bilan de la première phase et voir les



Damien Mama et le PM Klassou (archive)

nouvelles projections à faire. Le projet a enregistré plusieurs résultats tangibles et selon le Dr Klassou, le gouvernement organisera bientôt des séances de remise d'ouvrages aux populations. Le système des Nations unies intervient donc dans plusieurs domaines, notamment la santé, l'éducation, la promotion

du genre, le programme de volontariat etc. toutefois, le système des Nations unies au Togo n'est pas moins intéressé par les autres axes du PND. « Nous allons aussitruvailler sur les autres axes, notamment l'axe 2 qui concerne la transformation agroalimentaire », a précisé Damien Mama.

Edem Dadzie

Promotion de la salubrité publique

Quel quartier remportera le premier trophée dédié à la propreté ?

Le Conseil libre pour l'éducation l'alphabetisation et le développement (Cleat) en collaboration avec ses partenaires nationaux et internationaux était en conférence de presse à Lomé vendredi dernier pour une cérémonie de pré-lancement du concours « salubrité challenge des quartiers ».

Cette initiative innovante qui vient d'être dévoilée par des jeunes Togolais consistera à décerner chaque mois un trophée au quartier le plus propre. Chaque quartier présentera 10 rues et un jury pluridisciplinaire composé de 9 membres fera le choix du quartier le plus propre sur la base de critères bien définis.

Parmi ces critères il y a la dimension des rues, le nombre de ménages, l'état

de dégradation des rues, la fréquence d'entretien des rues, la situation du commerce de bouche (vente de nourriture) sur la rue, interviews auprès des populations.

En dehors du trophée, le concours décernera aussi des prix en nature et en numéraire. Pour une première édition, six quartiers sont concernés : Agbalépédo, Aguiakomé, Doumasséssé, Wétrivikondji, Akodésséwa,

le grand canton d'Amoutiévé.

Le concours « salubrité challenge des quartiers » est né suite à un constat amer : l'insalubrité règne dans nos villes et les populations ne participent pas aux opérations de salubrité de leur propre environnement immédiat. « Nos cités urbaines constituent de nos jours des îlots qui cohabitent presque en permanence avec l'insalubrité. Nos

quartiers dans les villes sont souvent sales et parfois infréquentables voire invivables », peut-on lire dans la déclaration du Cleat.

Pire, déclare l'association : « le comportement anti-citoyen prend des proportions exagérées et surtout lorsque nous notons que les femmes et les hommes arrivent à faire leur besoin intime aux yeux des passants ». Face à ce diagnostic alarmant, le Cleat a mené une démarche envers les collectivités locales (chefferie traditionnelle, CDQ) pour des consultations qui ont abouti au projet actuel que ces derniers épousent totalement.

La compétition permettra d'aider les Togolais à

adopter des réflexes décents pour créer un meilleur cadre de vie pour eux-mêmes. Le concours se déroulera en deux phases. La première est celle du lancement avec à la clé des épreuves à évaluer et les prix à distribuer dans leurs détails. La deuxième est celle du concours et de son organisation.

Le concours se déroulera dans une ambiance festive et live dans un grand espace de la place. Toutes les images des épreuves seront projetées sur un grand écran. Près de 500 rues de Lomé seront impactées. Ensuite les organisateurs penseront à étendre le projet à d'autres localités, notamment l'intérieur du pays.

E. D.

Journée du 8 mars

Le FNFI célèbre l'inclusion financière des femmes togolaises

Le Togo comme la plupart des pays au monde a célébré le vendredi 8 mars, la journée mondiale de la femme. Dans notre pays, les autorités n'ont pas seulement célébré la femme togolaise. L'accent a été mis sur ce qui a été fait ces dernières années pour leur inclusion financière. C'était au cours d'une cérémonie solennelle présidée par le président de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Tsègan.

Des milliers de femmes bénéficiaires des différents produits du Fonds national de la Finance inclusive (FNFI) réunies au sein de la Fédération des Bénéficiaires des Services Financiers (Febesef) étaient à ce rendez-vous au cours duquel, elles ont partagé leurs différentes expériences et échangé

avec le secrétaire d'Etat auprès de la présidence de la République, en charge de l'Inclusion financière, Mme Mazamesso Assih.

Le président de l'Assemblée nationale, Mme Yawa Tsègan représentait le chef de l'Etat Faure Gnassingbé à cette cérémonie. Elle a en son nom pris la parole et s'est adressé à ces femmes



La table d'honneur avec le PA Tsègan (M) et le secrétaire d'Etat Assih (g)

venue de différentes préfectures du Togo.

« Sinoussommesensemble, si nous travaillons, nous pourrions arriver à de bons résultats. Vous êtes la preuve de ce mandat social

du chef de l'Etat qui a voulu qu'il soit possible de créer la richesse à partir de ce que nous avons. C'est pour cela que je vous invite à regarder la création qui est autour de nous, à prendre

exemple sur tout ce qui est autour de nous pour voir avec les ressources que vous avez, comment vous pouvez multiplier les résultats de nos efforts », leur a-t-elle dit.

La Febesef regroupe l'ensemble des bénéficiaires réels des produits financiers du FNFI. Lancée en 2015 par le président Faure Gnassingbé, elle a pour objectif de sensibiliser les bénéficiaires sur les produits FNFI, et notamment sur le bon remboursement des crédits.

Rachid Zakari

CORIS EPARGNE KID

**+ 4,5% D'INTÉRÊT
2,5% DE BONUS SUR INTÉRÊT
2 FOIS L'AN***

DÉPÔT MINIMUM
5 000 FCFA

OFFERT
JUSQU'AU
30 AVRIL 2019



La Banque Autrement
www.corisbank.tg

